

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 15/05/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

YORUK AUTO

30 B rue Jean Huss
42000 Saint-Étienne

Références : UID4243-DSSP-024-0219

Code AIOT : 0006105011

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement YORUK AUTO implanté 30 B rue Jean Huss 42000 Saint-Étienne. L'inspection a été annoncée le 12/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- YORUK AUTO
- 30 B rue Jean Huss 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006105011
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société YORUK AUTO exerce une activité de récupération et de tri des déchets de métaux ainsi qu'une activité de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage.

Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral n°16694 du 05/04/1990, abrogeant le précédent arrêté préfectoral du 23/11/1987. L'arrêté préfectoral du 07/08/12 porte modifications sur les rubriques concernées ;

- 2712 (installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, la surface étant de 1500m² - A),
- 2713-1 (installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, la surface étant

de 1500m² – A).

En 2018, l'exploitant a bénéficié de l'antériorité sur les rubriques 2712-1 et 2713-1 (suite à la modification de la nomenclature des ICPE). Ont été établis à ce titre ;

- l'arrêté préfectoral n°395-DDPP-18 du 12/10/18 portant bénéfice d'antériorité,
- l'arrêté préfectoral n°394-DDPP-18 du 12/10/18 portant renouvellement d'agrément n°PR4200013D.

En 2023, l'arrêté préfectoral n°548-DDPP-22 du 09/01/2023 portant changement d'exploitant – agrément VHU n°PR420013D a acté le changement de nom de la société passant de YORUK AUTO JUNIOR à YORUK AUTO.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Collecte des eaux pluviales et entreposage des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27 et 41	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative du site et classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 1	Sans objet
2	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20.I	Sans objet
4	Dépollution, démontage et découpage.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42-I	Sans objet
5	Registre et traçabilité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	Sans objet
6	Attestation de capacité – fluides frigorigènes	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-99	Sans objet
7	Attestation d'aptitude – fluides frigorigènes	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-106	Sans objet
8	Gestion des fluides frigorigènes fluorés	Code de l'environnement du 16/04/2011, article R.543-100	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à une évolution de la nomenclature, les installations classées aux rubriques 2712 de plus de 100m² et 2713-1 de plus de 1000m² pour la protection de l'environnement de l'entreprise YORUK AUTO sont désormais soumises au régime de l'enregistrement. Il conviendra d'en effectuer la modification administrative dans le cadre d'un arrêté préfectoral complémentaire à l'occasion d'autres modifications déclarées par l'exploitant.

L'exploitant suit un programme régulier et annuel de contrôle et de maintenance des extincteurs.

Concernant le rejet d'eaux pluviales, le réseau de collecte ne prend en charge qu'une partie des surfaces du site où seuls des véhicules hors d'usage dépollués sont entreposés. L'exploitant doit mettre en place ses propositions de réorganisation des stockages de ferraille et autres déchets sur cette aire (dans des bennes ou tout autre contenant étanche ou couvert pour le stockage), évacuer les véhicules destinés au broyeur puis transmettre les bordereaux de suivi à l'inspection.

L'exploitant transmet les justificatifs d'entretien du séparateur pour l'année 2024. Cependant, il n'est pas en mesure de fournir les rapports d'analyse des eaux pluviales pour les années 2022, 2023. Il doit au plus tôt déterminer le milieu vers lequel sont rejetées les eaux pluviales et réaliser les analyses correspondantes, conformément à l'arrêté ministériel du 26/11/12 (article 31) et mettre en place un programme de contrôle des eaux pluviales régulier, à minima annuel ce qui n'est pas le cas actuellement.

La procédure de dépollution indiquée respecte les prescriptions et la traçabilité des véhicules hors d'usage est effectuée. L'opérateur dispose d'une attestation de capacité délivrée par un organisme agréé et l'opérateur en charge des fluides frigorigènes détient une attestation de capacité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative du site et classement ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2012, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative du site et classement ICPE			
Prescription contrôlée :			
Rubriques	Nature des activités	Volumes d'activité	A, D, NC
2712	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, La surface étant supérieure à 50 m²	1 500 m³	A
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m²	1 500 m³	A
Constats : Suite à une évolution de la nomenclature, les installations classées pour la protection de l'environnement de l'entreprise YORUK AUTO sont désormais soumises au régime de l'enregistrement. En effet, les installations correspondant aux rubriques 2712 de plus de 100m2 et 2713-1 de plus de 1000m2 sont classées sous le seuil du régime de l'enregistrement. Il conviendra d'en effectuer la modification administrative dans le cadre d'un arrêté préfectoral complémentaire à l'occasion d'autres modifications déclarées par l'exploitant.			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20.I
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur [...]. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : L'exploitant indique qu'il a établi un contrat avec le prestataire Eurofeu pour le contrôle et la maintenance des extincteurs. L'inspection constate que le prestataire intervient de manière régulière, annuellement. Il fournit un bon d'intervention, rempli et tamponne le registre de suivi des dispositifs de lutte contre l'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Collecte des eaux pluviales et entreposage des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27 et 41
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des eaux pluviales et entreposage des VHU
Prescription contrôlée : 27-Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. 41-Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.[...] La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.

Constats :

Concernant le rejet d'eaux pluviales, le réseau de collecte ne prend en charge qu'une partie des surfaces du site. Le précédent rapport d'inspection mentionne une partie du site, non imperméabilisée où les eaux pluviales ne sont pas collectées mais qui selon l'exploitant devait être cédée. Aujourd'hui elle est toujours exploitée dans le cadre de l'activité de VHU du site. L'exploitant indique par ailleurs qu'il en est locataire.

Sur cette parcelle, seuls des véhicules hors d'usage dépollués sont entreposés.

L'inspection rappelle à l'exploitant que dans le cadre d'une cessation d'activité partielle ou totale, un mémoire de réhabilitation compatible avec l'usage futur retenu devra être transmis et le site devra faire l'objet d'une dépollution au regard des conclusions du mémoire.

L'inspection indique qu'il conviendrait de stocker les ferrailles dans des bennes étanches ou couvertes, sur cette partie du site et de préférer des stockages n'induisant aucun impact sur les sols au niveau de ces zones où les eaux météoriques ne sont pas collectées. L'exploitant en convient et s'engage à travailler sur l'optimisation du stockage. À ce titre il propose d'évacuer une partie des véhicules stockés destinés au broyeur et d'utiliser des bennes pour le stockage des ferrailles ou autres déchets non dangereux.

L'exploitant indique que les véhicules hors d'usage sont dépollués le jour même de leur réception sur l'aire imperméabilisée où les eaux pluviales transitent par un séparateur d'hydrocarbures.

L'exploitant transmet le bordereau de suivi de déchet issu du dernier entretien du séparateur (1,78t le 25/04/24 _ code déchet : 13 05 07* eau +hydrocarbures + boues _ traité par SARPI LA TALAUDIERE). Cependant, il n'est pas en mesure de fournir les rapports d'analyse des eaux pluviales pour les années 2022, 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**L'exploitant doit mettre en place ses propositions de réorganisation des stockages :**

- mise en place de bennes ou tout autre contenant étanche ou couvert pour le stockage de la ferraille ou d'autres déchets non dangereux,
- évacuation des véhicules destinés au broyeur puis transmission des bordereaux de suivi,

Il doit par ailleurs :

- déterminer le milieu vers lequel sont rejetées les eaux pluviales et réaliser les analyses correspondantes, conformément à l'arrêté ministériel du 26/11/12 (article 31),
- mettre en place un programme de contrôle des eaux pluviales régulier, à minima annuel.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 3 mois

N° 4 : Dépollution, démontage et découpage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42-I
Thème(s) : Risques chroniques, opération de dépollution
Prescription contrôlée : L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigel, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ;- les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ;- le verre est retiré ;- les composants volumineux en matière plastique sont démontés ;- les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;- les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ;- les pneumatiques sont démontés ;- les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure ;- les pots catalytiques sont retirés ;« - les batteries sont retirées, qu'elles constituent ou non la source d'énergie principale du véhicule. » Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.
Constats : L'exploitant indique que c'est le mécanicien et l'alternant qui sont en charge des activités de dépollution des véhicules hors d'usage, à l'exception des fluides frigorigènes qui sont gérés par un autre opérateur et pour lequel un bureau d'étude a délivré une attestation d'aptitude. Le gérant du site établit la liste des opérations de dépollution qui sont effectuées et ces dernières correspondent à celles de la prescription sus-nommée. Il indique qu'il traite 150 à 200 VHU par an et que ces derniers sont dépollués dès leur arrivée sur le site. L'inspection ne constate pas la présence de VHU non dépollués sur les aires de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Registre et traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44
Thème(s) : Risques chroniques, Registre et traçabilité
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.
Constats : L'exploitant transmet, à la demande de l'inspection, un extrait de son registre qu'il nomme "police" lui permettant d'effectuer la traçabilité des véhicules traités. Ce registre comporte : <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;- l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ; Cependant la date de dépollution ne figure pas sur ce registre. L'exploitant indique que les véhicules hors d'usage sont pris en charge pour dépollution dès leur arrivée sur le site et que cette date est la même que leur date de réception ; L'exploitant retrouve les informations suivantes en recroisant son registre avec celles déclarées sur la plateforme « trackdéchet » ; <ul style="list-style-type: none">- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution des véhicules terrestre hors d'usage ;- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Attestation de capacité – fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-99
Thème(s) : Situation administrative, attestation de capacité
Prescription contrôlée : Les opérateurs mentionnés à l'article R. 543-76 doivent obtenir une attestation de capacité délivrée par un organisme agréé à cette fin dans les conditions prévues aux articles R. 543-108 à R. 543-112. Dans le cas où un opérateur possède plusieurs établissements, une attestation de capacité doit être obtenue pour chaque établissement. L'attestation de capacité est délivrée pour une durée maximale de cinq ans après vérification par l'organisme agréé que l'opérateur remplit les conditions de capacité professionnelle prévue à l'article R. 543-106 et possède les outillages appropriés. Elle précise les types d'équipements sur lesquels l'opérateur peut intervenir ainsi que les types d'activités qu'il peut exercer.
Constats : L'opérateur dispose d'une attestation de capacité délivrée par un organisme agréé. En effet, l'exploitant transmet à l'inspection l'attestation de capacité n°2527763 délivrée par Bureau Veritas et attribuée à compter du 18/05/21. L'attestation de capacité est délivrée pour une durée maximale de 5 ans, ainsi cette dernière est valable jusqu'au 17/05/26. Le point 14 de l'annexe 1 de l'arrêté du 2/05/12 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU, précise : " L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé." L'attestation transmise par l'exploitant, de catégorie 5, précise les types d'équipements sur lesquels l'opérateur peut intervenir ainsi que les types d'activités qu'il peut exercer. La catégorie certifiée est "Catégorie V-VHU : récupération des fluides frigorigènes de systèmes de climatisation des véhicules hors d'usage."
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Attestation d'aptitude – fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-106
Thème(s) : Situation administrative, Attestation d'aptitude
Prescription contrôlée : L'opérateur satisfait aux conditions de capacité professionnelle lorsque les personnes qui procèdent sous sa responsabilité aux opérations décrites à l'article R. 543-76 sont titulaires : 1° Soit d'une attestation d'aptitude, correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés, délivrée par un organisme certifié ; 2° Soit d'un certificat équivalant à l'attestation d'aptitude mentionnée au 1°, délivrée dans un Etat membre de l'Union européenne et correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés ;
Constats : L'exploitant indique que c'est un seul opérateur qui procède aux manipulations de fluides frigorigènes. Ce dernier est titulaire d'une attestation d'aptitude n°05 - 0000 - 2 - C5 -2014 - 30075124 délivrée par un organisme certifié (APAVE) en date du 28 mai 2014.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion des fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2011, article R.543-100
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel des quantités engagées
Prescription contrôlée : Les opérateurs adressent chaque année à l'organisme qui leur a délivré l'attestation de capacité une déclaration se rapportant à l'année civile précédente et mentionnant, pour chaque fluide frigorigène, les quantités : 1° Acquisées ; 2° Chargées ; 3° Récupérées ; 4° Cédées. Cette déclaration mentionne également l'état des stocks au 1er janvier et au 31 décembre de l'année civile précédente.
Constats : L'exploitant transmet régulièrement sa déclaration annuelle concernant la gestion des fluides frigorigènes à Bureau veritas. En 2023, 7kg ont été déclarés. L'inspection constate la présence de l'appareil destiné à récupérer les gaz frigorigènes. L'opérateur reconnu par l'attestation d'aptitude indique que l'appareil a une capacité de 10kg et qu'il est rempli seulement à environ 7kg. Aussi dès que l'appareil arrive à saturation, il indique qu'il transfère son contenu dans une bouteille externe afin d'accumuler assez de gaz pour rentabiliser l'évacuation.
Type de suites proposées : Sans suite